

Appel à la formation d'un courant

La LCR connaît aujourd'hui une croissance significative. Cela nous ouvre de nouvelles possibilités et nous confère de nouvelles responsabilités. Le 21 avril, trois millions d'électeurs ont porté leurs suffrages sur l'extrême gauche, dont une partie importante sur Olivier Besancenot. C'était l'expression d'un rejet du bilan de cinq années du gouvernement de la gauche plurielle et de la recherche d'une alternative. Il nous incombe d'y répondre à plusieurs niveaux : par des propositions visant à construire l'unité la plus large contre les attaques du gouvernement et du MEDEF, pour défendre les revendications des travailleurs et des opprimés ; par une politique anticapitaliste, clairement démarquée de celle de la gauche plurielle, posant la question de la rupture avec le capitalisme et de l'alternative socialiste ; par la perspective d'un nouveau parti comme vecteur des combats d'aujourd'hui et de la transformation socialiste.

Pour répondre à ces défis, il nous faudra faire preuve non seulement de fermeté et de clarté, mais aussi d'initiative et d'audace. Et cela nécessitera de transformer radicalement le fonctionnement de la Ligue. Celle-ci doit devenir la cheville ouvrière de la bataille pour un nouveau parti, au service de laquelle son renforcement doit être mené. Pour opérer une telle transformation, il est nécessaire de centrer nos réponses sur les problèmes concrets que se posent les travailleurs, notamment à travers un choix judicieux de campagnes politiques centrales, développées dans les quartiers comme en direction des entreprises, et pouvant être également relayées au niveau syndical et associatif. Dans la situation actuelle, des campagnes de ce type devraient porter sur des thèmes tels que l'interdiction des licenciements, la défense des retraites, le rejet des privatisations.

Nous nous situons pleinement dans le mouvement de réorientation politique engagé dans l'organisation depuis quelques années. Nous considérons pourtant que certaines de nos réponses et de nos choix restent insuffisants et parfois erronés. C'est pourquoi nous prenons l'initiative de nous rassembler, à l'entrée d'une période de préparation des congrès mondial et national, pour défendre un certain nombre d'idées. Notre démarche consiste précisément en cela : mener le débat, chercher à convaincre. Nous avons l'ambition d'être un courant d'idées, source d'analyses et force de propositions, non une tendance ou fraction.

Nous résumons les bases de notre démarche de la manière suivante.

1) Nous vivons une période caractérisée par l'avancée de la mondialisation capitaliste, dont les effets néfastes se font sentir chaque jour davantage, dans les pays du centre impérialiste et de manière beaucoup plus dramatique dans ceux de la périphérie : régression sociale, militarisation et succession de guerres, répression et attaques contre les droits démocratiques. Mais nous assistons également à une résistance grandissante à ce processus. Cette résistance s'exprime à la fois dans les luttes des travailleurs et des peuples contre les conséquences des politiques néolibérales et dans le développement du mouvement altermondialisation. Parallèlement se développe sur le plan des idées une contestation croissante de l'idéologie dominante et un certain renouveau du marxisme.

2) Ceux qui luttent savent de mieux en mieux ce dont ils ne veulent plus, mais beaucoup moins par quoi il faut le remplacer. Mais de plus en plus nombreux, ils se posent la question. Les partis qu'on appelait traditionnellement réformistes n'ont pas seulement abandonné toute perspective de transformation sociale, mais même celle de réformes un peu conséquentes, pour devenir des instruments de la contre-réforme néolibérale. Quant au mouvement altermondialisation, il s'oppose à la mondialisation néolibérale et affirme haut et fort qu'un autre monde est possible, sans pour autant être en mesure de donner un contenu clair à cet autre monde.

3) C'est pourquoi il est crucial que la LCR et la IV^e Internationale défendent sans ambiguïté une politique de rupture avec le capitalisme. Dans le mouvement ouvrier aussi bien que dans le mouvement altermondialisation, parmi ceux qui s'opposent au néolibéralisme, deux grandes tendances se dessinent : ceux qui pensent pouvoir combattre le néolibéralisme sans sortir du capitalisme ; et ceux qui comprennent que le néolibéralisme n'est rien d'autre que le capitalisme d'aujourd'hui et que c'est avec le capitalisme qu'il faut rompre. C'est

pourquoi c'est une politique anticapitaliste et pas seulement « antilibérale » qu'il faut défendre, en démontrant l'impasse de toute orientation qui se base sur un retour impossible à un capitalisme plus humain. S'il est toujours possible par la lutte de faire reculer les attaques et même d'arracher des conquêtes nouvelles, il ne peut pas être question d'un retour en arrière à un Etat-providence dont les fondements mêmes ont été minés par l'évolution du capital. Dans le mouvement ouvrier comme dans le mouvement altermondialisation, nous devons donc mener le débat, défendre nos idées avec fermeté, chercher à convaincre sans pour autant casser les cadres communs qui permettent de mener ensemble des batailles immédiates de défense des travailleurs et des opprimés.

4) Une politique anticapitaliste n'a de sens que si elle est liée à la défense d'une alternative socialiste. Depuis la chute de l'URSS, l'une des plus puissantes armes des défenseurs de l'ordre capitaliste est l'affirmation qu'il n'y a pas d'alternative à leur système. Nous ne prétendons pas posséder un modèle de socialisme clé en mains. Mais les fondements de toute transformation socialiste sont l'expropriation des capitalistes, la propriété sociale des moyens de production et la prise en main de l'économie et de la société par les travailleurs et la population auto-organisés. Au-delà, il faut bien constater qu'il n'y a pas de modèle de société socialiste, sauf en négatif après l'expérience du stalinisme. Il y a tout un débat à avoir sur les formes possibles et diversifiées de propriété sociale, ainsi que sur les moyens par lesquels les travailleurs et la population pourront gérer l'économie et la société. Les militants qui lancent le présent appel contribueront à ce débat comme le feront d'autres camarades.

5) Pas plus que d'un modèle de société socialiste, nous ne prétendons détenir une stratégie achevée pour la conquête du pouvoir. Mais nous savons que le socialisme de demain se prépare dans les combats d'aujourd'hui. C'est pourquoi le centre de gravité de toute stratégie révolutionnaire doit se situer dès aujourd'hui dans les luttes, les mobilisations et l'auto-organisation des travailleurs et des opprimés. La présence dans les institutions, l'élection de députés, dans certains pays le contrôle de municipalités, doivent y être subordonnés, être le reflet et l'amplificateur des luttes sans jamais devenir une fin en soi. Car les bases d'un pouvoir des travailleurs et d'une future société socialiste ne se trouvent pas dans les structures, mêmes les plus démocratiques, des Etats existants, mais dans la mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs et de leurs alliés.

6) Nous devons affirmer le rôle central de la classe des travailleurs comme sujet de la résistance aux attaques de la bourgeoisie et, demain, de la transformation socialiste. Sans tomber dans un économisme réducteur, il faut réaffirmer que le mouvement ouvrier (au sens non pas de ses structures mais de la classe en mouvement) n'est pas simplement un mouvement parmi d'autres (écologiste, féministe, internationaliste, etc.), mais qu'il est la colonne vertébrale et le moteur décisif de toute perspective de changement. Cela ne veut pas dire que la lutte économique soit toujours primaire ni que les autres fronts soient secondaires. Ni que l'on ne défende pas l'autonomie des divers mouvements. Cela veut dire que même dans les luttes démocratiques, écologistes, féministes, internationalistes, c'est la classe ouvrière (classe des travailleurs exploités en activité et au chômage) qui est la force sociale décisive. La classe ouvrière dans toute sa diversité, la classe ouvrière réellement existante, loin des caricatures que l'on connaît, mais la classe ouvrière quand même. Pour ne donner qu'un seul exemple, si c'est le mouvement altermondialisation qui a préparé Florence, ce qui a qualitativement transformé l'événement a été la mobilisation massive de la classe ouvrière italienne.

7) Cela implique la nécessaire indépendance de cette classe par rapport aux institutions et forces politiques de la classe dominante. A l'heure de la mondialisation et de la guerre, le combat pour l'indépendance de classe doit aussi être mené au plan international et dans les mobilisations internationalistes. Nous sommes solidaires des peuples en lutte indépendamment des directions qu'ils se donnent ou qui leur sont imposées. Cette solidarité n'implique évidemment pas un soutien à la politique de directions bureaucratiques ou bourgeoises. Il est de notre responsabilité de soutenir le combat politique des militants, courants, organisations qui défendent des orientations conséquemment anti-impérialistes, anticapitalistes, ainsi que démocratiques au sein du mouvement et des luttes de masse. De même notre solidarité se fonde-t-elle sur le développement de la mobilisation de « ceux d'en

bas », à l'opposé de toute illusion dans des institutions supra-nationales qui sont totalement dépendantes des puissances impérialistes (ONU, tribunal pénal international...). De la même façon, nous combattons les illusions quant à la possibilité de réformer plutôt que de supprimer les instruments de la mondialisation capitaliste que sont le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC. Aujourd'hui, c'est sous couvert de l'ONU et avec la complicité des autres grandes puissances, notamment l'impérialisme français, que les Etats-Unis se préparent à envahir l'Irak. Dans ce conflit, nous sommes pour la défaite de l'agression impérialiste, pour la défense de l'Irak malgré et contre Saddam Hussein.

8) Notre programme général se doit plus que jamais d'être transitoire, c'est-à-dire que son expression quotidienne doit aider les travailleurs et les opprimés, à partir d'une agitation et de propositions d'action sur les problèmes et revendications les plus immédiatement ressentis, à parvenir à la conclusion qu'il est nécessaire d'aller au-delà du capital et d'engager une transformation socialiste. Il est important d'avoir à l'esprit qu'aucune revendication, même la plus radicale, n'est transitoire par elle-même. Pour qu'elle acquière un tel caractère, il ne suffit pas qu'elle apparaisse « non intégrable » par les patrons et le gouvernement. La dynamique transitoire de subversion du pouvoir en place est donnée par l'auto-activité des salariés, des chômeurs, des sans-papiers, des femmes, des jeunes. Elle s'exprime et se développe à travers leur mobilisation, mais aussi et surtout leur auto-organisation, condition et préfiguration d'une transformation socialiste. Encourager l'intervention autonome des exploités et des opprimés exige de leur dire les choses telles qu'elles sont : pour qu'une autre politique soit possible (autre que celle, pour l'essentiel commune, des gouvernements de droite et de « gauche »), il faudra prendre des mesures qui s'attaquent frontalement au pouvoir du capital, ainsi qu'au capital lui-même.

9) La crise que vit le capitalisme depuis les années 70 et les conséquences de la disparition de l'URSS ont profondément modifié le mouvement ouvrier. Sans exception, la social-démocratie internationale, et en France le PS, sont devenus dans la pratique les instruments du néolibéralisme et sur le plan théorique ont abandonné toute référence au socialisme. Ils n'ont plus rien de partis ouvriers, conclusion que la Ligue et l'Internationale n'ont pas encore tirée. Les anciens partis staliniens n'ont plus d'espace vital et sont pris entre la social-démocratie et l'extrême-gauche radicale. Le PCF se débat dans une crise profonde et sans doute terminale, sa direction étant incapable de fournir une alternative politique à sa satellisation par le PS.

10) La crise du mouvement ouvrier traditionnel et l'abandon du terrain de la classe ouvrière par les partis traditionnels ouvrent un espace pour un nouveau parti qui défende les travailleurs jusqu'au bout. De ce fait, les marxistes révolutionnaires ne sont plus condamnés à être une minorité. L'espace existe et les forces existent pour créer un nouveau parti de travailleurs à vocation de masse, pour la révolution et le socialisme, un parti qui serait anticapitaliste, féministe, écologiste et internationaliste. Mais pour cela, il faut faire preuve d'une capacité d'initiative et d'une audace qui nous ont jusqu'ici largement manqué. Les forces pour un nouveau parti existent de façon dispersée : dans les organisations d'extrême gauche, y compris le courant libertaire, dans le PC, le PS, les Verts, dans les syndicats, dans le mouvement altermondialisation, dans les nouveaux mouvements sociaux et les associations. Avant tout, ces forces sont celles des trois millions d'hommes et de femmes qui ont apporté leurs voix à l'extrême gauche lors de l'élection présidentielle. Sur cette base, la LCR connaît actuellement un fort mouvement d'adhésion, mais qui reste et restera néanmoins très en deçà de celui que pourrait susciter un nouveau parti anticapitaliste. La Ligue a une place unique, en tant que seule force politique nationale défendant la nécessité d'un nouveau parti. De ce fait, elle porte une lourde responsabilité. Relever le défi implique de transformer et d'ouvrir la Ligue elle-même, mais aussi de se montrer capable de rassembler des forces issues d'autres traditions. Un nouveau parti plus large que la LCR n'implique aucune dilution politique. Au contraire, seul un parti audacieusement anti-capitaliste et clairement démarqué de l'ex-gauche plurielle pourra rassembler ceux qui se détournent de cette gauche faillie. De plus, la participation de travailleurs, de militants provenant d'autres traditions nous aidera à élaborer le programme dont le mouvement ouvrier a besoin, tout comme à dépasser certains défauts hérités de notre histoire.

11) Toutes les questions traitées ci-dessus relèvent de processus internationaux - la mondialisation capitaliste, la nécessité d'une alternative socialiste, les mutations du mouvement ouvrier. Il en va de même avec les processus d'apparition de nouveaux partis anticapitalistes, plus avancés dans une série de pays qu'en France. Nous considérons comme éminemment positif le développement des conférences anticapitalistes européennes, les débuts d'un processus similaire en Amérique latine, ainsi que le développement de nouveaux partis et les liens qui se créent entre eux en Asie. Nous nous félicitons de la participation de sections de la IV^e Internationale à ces processus. La leçon de ces expériences est que la création de nouveaux partis anticapitalistes ne passe pas par la croissance linéaire de tel ou tel courant mais par la collaboration pluraliste entre forces politiques d'origines diverses.

Nous appelons à la constitution d'un courant sur ces bases. Notre objectif est de peser afin que la LCR et la IV^e Internationale prennent toutes leurs responsabilités dans la nouvelle situation nationale et mondiale, qu'elles se montrent capables de répondre aux défis politiques et de se libérer de tout esprit de boutique pour jouer pleinement leur rôle dans la recomposition du mouvement ouvrier et populaire sur des bases anticapitalistes et révolutionnaires.

Le 14.11.02